

LA WEBTELEVISION DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE
Marc Augé, *Culture et déplacement* - Date de réalisation : 16/ 11/ 2000 _ Catégorie : Conférences (PS - il s'agit de la retranscription d'une vidéo qu'on trouve facilement sur Internet – comme telle sujette à caution – le texte corrigé fait partie de la somme *Qu'est-ce que la culture ?* éditée par Odile Jacob – Université de tous les savoirs sous la direction d'Yves Michaud)

Résumé

On examinera d'abord les trois tensions qui traversent et dynamisent la notion de culture. La première oppose la collectivité à l'individu : la culture d'un groupe humain est présentée comme un ensemble de valeurs et de références partagées par tous ses membres, mais la culture est aussi ce qui distingue l'individu cultivé des autres. La deuxième tension oppose l'intérieur à l'extérieur : à chaque groupe, à chaque communauté sa culture, mais celle-ci, si l'on y regarde de près, emprunte toujours à l'extérieur, en ce sens elle est toujours le produit de l'histoire et de la rencontre des autres. La troisième oppose le passé au futur : pas de culture sans patrimoine, mais pas de culture vivante sans ouverture sur l'avenir. Poussées à l'extrême, ces tensions opposeraient le conservatisme du terroir communautaire au snobisme de l'individualisme sans frontières. Ni repliement sur soi, ni dispersion incontrôlée : la cause pourrait paraître entendue, dès lors que les nouveaux moyens de communication peuvent mettre chacun en relation avec le monde entier.

Mais les choses ne sont pas si simples. Il n'est pas certain que l'actuelle globalisation économique et technologique permette le dialogue et la négociation entre collectivité et individu, extérieur et intérieur, passé et présent qui font vivre les cultures. On examinera trois modalités de la globalisation - la globalisation impériale, la globalisation éclatée et la globalisation médiatique - pour identifier les menaces et les contraintes qui pèsent aujourd'hui sur la vie culturelle. On s'interrogera enfin sur la possibilité et, en un sens, la nécessité de bâtir une nouvelle utopie culturelle à l'échelle de la planète.

Introduction

« Culture et déplacement », lorsque ce titre m'a été proposé, toute latitude m'était laissée de l'accommoder, de le modifier, de le reformuler en fonction de mes préoccupations intellectuelles du moment. Mais, évidemment il n'avait pas été conçu par hasard et je crois avoir senti d'emblée l'intérêt qu'il présentait. Intérêt double en vérité :

en premier lieu, tout le monde, aujourd'hui, entend parler de la culture, de politique culturelle, de ministère de la culture mais aussi des « cultures » au pluriel ; des cultures Inuites, Dogons, Amérindiennes, voire dans un sens plus large de culture black ou de culture gay... Chacun peut constater, en même temps, que l'on se déplace de plus en plus vite, de plus en plus facilement d'un point du monde à l'autre et que cette incessante agitation n'épargne pas la culture – il y a quantité de vedettes internationales, et des images, des musiques, des rythmes venus de toutes les cultures du monde envahissent les trottoirs, les couloirs de métro et les scènes théâtrales de toutes les grandes métropoles du monde. Le tourisme et la migration accroissent cette mobilité des cultures.

En second lieu, la notion de culture n'a pas l'évidence que tend à suggérer l'emploi répété de ce mot – et c'est sans doute par là qu'il faut commencer. Le terme « culture » est polysémique, voire

ambivalent ou contradictoire et cette qualité doit être prise en considération avant toute interrogation sur la ou les cultures, avec le ou les déplacements qui les affectent ou au terme duquel, desquels on les rencontre. Nous envisagerons donc d'abord, si vous le voulez bien, la notion de culture à partir des tensions dont elle procède. J'en distinguerais en gros trois, trois tensions : entre les collectivité et l'individu, entre intérieur et extérieur et entre passé et présent.

Trois tensions

La première tension, entre collectivité et individu, oppose le sens anthropologique de la culture à un sens plus spécialisé et plus individualisé à la fois. Nous parlons assez facilement, trop peut être, de la culture européenne, de la culture française ou bretonne comme d'une totalité dont participe chacun de ceux qui la composent. Les anthropologues, notamment ceux qui furent appelés « culturalistes » sont responsable de cette acception dans la mesure où ils ont souvent été sensible à la totalité sémantique que leur semblait constituer l'ensemble des aspects géographiques, architecturaux, économiques, sociaux, politiques, religieux d'un même groupe humain. Chaque membre du groupe est alors défini d'abord par ce qu'il partage avec les autres membres du même groupe. L'intuition commune s'accorde avec cette perception des choses et nous admettons tous qu'il puisse y avoir par exemple entre un anglais, un espagnol et un russe des différences qui ne soient pas toutes imputables à leur seule individualité. Seulement dans le même temps, usant du même terme nous considérons qu'il existe des individus plus cultivés que les autres : et par exemples des anglais qui ont lu Cervantès et des russes qui ont lu Shakespeare. La culture individuelle n'est donc pas la culture au sens anthropologique, la culture partagée ; elle n'est pas la simple expression du terroir, du territoire et de l'histoire locale ; elle en excède les frontières et elle hiérarchise les individus.

La deuxième tension (entre intérieur et extérieur) prolonge la première. Nous sommes habitués aux appels qui nous sont souvent adressés, aujourd'hui, pour nous inviter au respect des différences et notamment au respect des différences culturelles. La culture qu'il faut respecter, dans sa différence, c'est la culture anthropologique : cette totalité où se combinent les aspects sociaux, économiques, politiques religieux d'une société ou d'une communauté. Cette culture c'est en somme la synthèse chatoyante du social, c'est la fleur poussée sur le terreau de la société, une sorte de pâquerette ou de marguerite : ces pétales sont nombreux mais monochromes. Seulement, à y regarder de près, de nombreux jardiniers se sont penchés sur son berceau, et son terreau originel est souvent plus mêlé qu'il n'y paraît. L'anthropologie a souvent du le reconnaître : les mythes d'autochtonie sont des mythes justement. Les hommes ne sont pas nés de la terre qu'ils occupent, leur culture non plus, les groupes humains se sont heurtés à d'autre, se sont déplacés, ont fait des alliances et des guerres, ont connu des victoires et des défaites, ont échangés des mots, des objets, des techniques, des esclaves, des prisonniers, des femmes et des dieux. La culture a besoin de l'histoire, c'est-à-dire des « autres ». La culture que des individus, depuis leur naissance, appréhende de l'intérieur, par l'apprentissage et l'éducation, la culture qu'ils absorbent et dont ils se nourrissent c'est elle-même fortifiée en gardant le contact avec l'extérieur. L'anthropologie la plus classique a constaté que les traits culturels circulaient, se diffusaient, s'empruntaient. Elle a constaté, plus largement, que tous les groupes humains avaient été sensibles à la nécessité de l'échange pour survivre - à l'échange, à la nécessité de l'échange, notamment la nécessité de l'échange des femmes symbole de la domination masculine. L'échange n'est évidemment pas exclusif des tensions et des conflits. Le thème des beaux-frères ennemis a été développé par les anthropologues américanistes travaillant sur les groupes indiens

de l'Amazonie par exemple. Mais nous y avons été sensibilisés dès nos premières années du secondaire, par le conflit des Romains et des Sabins¹, des Horaces et les Curiaces². Dans « race et histoire », Lévy Strauss fait remarquer que le miracle de la renaissance européenne a tenu au fait que l'Europe de cette époque avait su dans un temps très court rassembler les apports les plus divers des pays les plus lointains, de l'Afrique à la Chine. A une autre échelle, nous savons tous que les châteaux de la Loire, quintessence du bon goût Français, doivent aux architectes Italiens. Il ne devrait donc y avoir aucune contradiction véritable entre intérieur et extérieur. Tout patrimoine culturel se nourrit d'emprunts et d'échanges. Le déplacement des hommes, des traditions, des techniques et des objets lui est consubstantiel. On peut sans doute aller plus loin et considérer qu'une culture qui n'échange pas est une culture menacée de mort. Car les cultures sont comme les langues, vivantes ou mortes et elles ne vivent que si elles sont pratiquées, exposées dès lors à la bienheureuse fatalité du changement.

La troisième tension (entre passé et présent) inscrit cette nécessité du changement sur l'axe du temps. Nous pouvons l'appréhender aussi bien dans le domaine de la culture individuelle que dans celui de la culture anthropologique, de la culture partagée. Dans le premier domaine, le domaine de la culture qui s'enseigne, cette tension inspire un certain nombre de craintes. On peut penser, par exemple, que les innovations modernes dans le domaine de la technologie sont par elles-mêmes un ferment de dissolution des valeurs culturelles classiques, ou à tout le moins qu'elles entraînent un désintérêt à leur égard. La première crainte a quelque chose de magique et de déraisonnable. Car les techniques, outre qu'elles sont la source d'une culture spécifique, sont le fruit d'une histoire plus ample qui appartient bel et bien au patrimoine culturel des nations. On songe en ce qui nous concerne à Pascal, à Diderot... La seconde est certainement plus justifiée : il n'est pas exclu en effet qu'une vision trop étroite de la nouveauté conduise à privilégier certains enseignements au dépend d'autres - donc de la culture générale, de l'histoire, des lettres, de la philosophie. Cette vision n'est évidemment pas imputable aux techniques elles-mêmes, ni même aux techniciens, mais à ce que l'on pourrait appeler le snobisme de la nouveauté. On voit, à ce point, la proximité, au fond, des notions de culture individuelle et de culture anthropologique. Car les craintes qui concernent cette dernière reprennent et englobent celles qui touchaient à des domaines plus limités et plus précis de la culture : le latin, la philosophie etc. Ces craintes, de façon générale, envisagent le futur comme une rupture, une révolution, non une évolution. L'idée d'un fossé qui sépare les générations a certes toujours existé, mais elle prend aujourd'hui des formes nouvelles du fait des spécificités de l'époque et plus particulièrement du phénomène de la mondialisation. Nous y viendrons dans un instant.

Je voudrais, auparavant, revenir sur les trois tensions que je viens de mentionner et mesurer ce que représente exactement le passage de l'un à l'autre des pôles qui les suscitent. La tension entre collectivité et individu peut prendre la forme, si l'on privilégie ces deux pôles extrêmes, d'une tension entre communautarisme et élitisme. La première ethnographie a parfois appréhendé les groupes humains qu'elle étudiait en faisant le recensement de ce que l'on appelait à l'époque leurs mœurs et leurs coutumes, en termes essentiellement naturalistes. Comme si ces mœurs et ces coutumes définissaient indifféremment la communauté et chacun de ceux qui la composent.

¹ *Mythe de la fondation de Rome.*

² Les trois Horaces et les trois Curiaces étaient les champions mythologiques qui, d'après la légende rapportée par Tite-Live, se seraient battus en duel pendant la guerre entre Rome et Albe-la-Longue, durant le règne de Tullus Hostilius (selon la tradition, troisième roi de Rome entre 673 et 641 av. J.-C.).

Ce mode d'appréhension peut s'étendre à un ensemble de traits de caractère et de comportement, une psychologie partagée qui caractériserait indifféremment le groupe et ses membres. Ainsi se trouve justifié l'évocation d'un individu type, somme ou quintessence de tous ceux qui l'entourent. L'emploi de l'article défini et l'usage du singulier traduisent cette appréhension de la réalité dans les cas extrêmes. L'ethnographie coloniale évoque facilement « le » Dogon, « le » Bambara, « le » Hottentot. Mais on sait que les stéréotypes du racisme ordinaire ou sophistiqué recourent facilement à ce procédé stylistique pour évoquer les tares supposées « du » juif, « de » l'arabe, « du » noir etc. du point de vue qui nous intéresse nous retiendrons que c'est l'ensemble indifférencié constitué par les règles de la vie sociale, les institutions qui les mettent en œuvre, les représentations et les récits dont elles sont l'objet, et les pratiques conséquentes qui défini alors la culture, une culture supposée assez prégnante pour commander les comportements de chacun parce qu'elle est conçue comme l'équivalent d'une « nature ». Le racisme, épousant cette même perspective, peut faire des groupes qu'il stigmatise l'équivalent d'une espèce animale. Dans le groupe stigmatisé, l'un vaut l'autre : « ils sont tous les mêmes ». Mais cet argument peut être pris au mot par ceux qu'il visait et donner lieu à des affirmations et des revendications qui en sont l'exacte réplique, au double sens du terme réplique. « Nous » les juifs, les bretons, les corses, les arabes, les jeunes, les femmes, les mecs (...) « pensons que ceci ou cela (...) », et nous le pensons en tant que juif, breton etc.

A l'opposé de ce vertige culturaliste se situe une conception de la culture comme essentiellement individuelle. Il y a des individus cultivés, plus ou moins cultivés, et d'autres qui ne le sont pas ou qui le sont moins. La culture des individus cultivés n'est donc pas une culture anthropologique, partagée par un groupe plus ou moins identifié à un territoire. C'est une culture de l'élite, qui transcende les frontières nationales et permet d'exprimer, à l'occasion, les complicités de classe ou de caste. C'est la culture dont Jean Renoir met en scène les ultimes manifestations lorsqu'il fait dialoguer dans « la grande illusion » les officiers aristocrates français et Allemands auxquels Pierre Fresnay et Erich Von Stroheim prêtent leur voix et leur silhouette. Détail significatif par parenthèse, l'usage occasionnel de l'anglais par ces deux officiers est présenté dans le film comme un signe suprême de distinction. On sait qu'avec un autre accent eut être, l'usage plus ou moins maîtrisé de l'anglais a changé aujourd'hui de statu sociale.

Toujours est il, qu'en sens inverse, face à la culture des élites, individualiste, et dans le regard de ces élites, la culture partagée, la culture au sens anthropologique prend la forme d'un folklore, d'une tradition, attachante au demeurant mais socialement connotée : c'est la culture des gens sans culture.

Poussée à l'extrême, la tension intérieur/extérieur, pour sa part, s'apparenterait plutôt à une opposition entre le terroir et la planète : d'un côté ceux qui ne jurent que par leur terre et ses produits, leurs usages, leur langue; de l'autre ceux qui attendent tout des autres, du voyage, ou de l'importation. Provincialisme d'un côté, cosmopolitisme de l'autre.

Quant à la troisième tension il est aisé de voir que ses pôles extrêmes s'identifient l'un à la tradition et au conservatisme, l'autre à la modernité ou plutôt au culte de la nouveauté et à toutes les formules qui peuvent s'y rattacher.

Si nous récapitulons ces formes extrêmes du rapport à la culture nous pourront donc opposer une série communauté/terroir/ tradition à une série individu/planète/nouveauté – le conservatisme du

terroir communautaire au snobisme de l'individualisme sans frontière. La cause, dès lors, pourrait paraître entendu. Entre le repliement sur soit et la dispersion incontrôlée nul n'est évidemment tenu de choisir. Il n'y a pas au sens strict de culture individuelle : toute culture est une culture d'emprunt, il faut l'acquérir, elle est le résultat d'une sorte de négociation. La culture, par définition, implique le rapport à autrui, le rapport à l'histoire, à l'entourage, à la société et au monde. On peut donc dire de la culture ce que l'on pourrait dire de toute identité individuelle ou collective, elle se construit à l'épreuve des autres. Pas de culture sans emprunt, donc. L'élitisme individuel devient contradictoire si il est poussé à l'extrême. Mais il n'y a pas de culture nature non plus, pas de culture par simple imprégnation, pas de culture « empreinte », pas de culture qui doive tout aux cieux d'Île-de-France ou de la Loire, à la lumière méditerranéenne ou aux couleurs des tropiques. Ce spontanéisme culturel n'est au contraire évoqué, dans les pires des cas, que pour s'opposer à d'autres, les nier ou les éliminer, interrompre ainsi le processus infini de mise à l'épreuve de la différence, de l'altérité et de l'ailleurs qui est constitutif de toute identité culturelle.

Pour reprendre les termes de notre débat, je dirai que la vie de la culture, sous quelque angle qu'on l'envisage, est animée par le « déplacement » qu'elle ne cesse d'effectuer entre les pôles extrêmes où elle ne se fixerait qu'au risque de se figer ou de se dissoudre, le conservatisme et le snobisme. Ce « déplacement », c'est le double déplacement de soi vers l'autre et de l'autre vers soi faute de quoi il n'y a plus ni soi ni autre.

Le malaise sur la culture et l'identité

Mais d'où vient alors, aujourd'hui, le malaise qui nourrit tous les débats sur la culture et l'identité ? Ne sommes nous pas, à certains égards, dans une période exceptionnelle ? Ne voyons nous pas s'affirmer partout les identités les plus localisées ? Pour rester en France, ne voyons nous pas s'illuminer chaque soir les emblèmes villageois de notre patrimoine commun : églises, basiliques, châteaux, remparts ?... Et dans le même temps ne sommes nous pas en contact, au moins par l'image et l'information, avec le reste du monde ? N'avons-nous pas en main, comme jamais auparavant, les armes de la négociation culturelle, les instruments de l'échange et du déplacement ? Si, bien sûre, nous avons tout cela, mais les termes de la question ont changé : nous avons tous les instruments de l'échange mais nous ne sommes pas sûr d'avoir grand-chose à échanger.

Je voudrais maintenant essayer, brièvement, de détailler ce constat. A force de nous déplacer nous avons fait le tour du monde dans tous les sens possibles. Colonisée, décolonisée mais cependant développée bien inégalement, sur les plans économique et social, la planète est percée à jour, connue, répertoriée, les cultures différentes sont rangées dans les tiroirs des musées d'ethnographie, les films documentaires nous permettent de voir, à la télévision par exemple, ce qui relève encore à nos yeux, pour une part, de « l'exotisme », on peut entendre parler de tout. Parallèlement, des mots nouveaux sont apparus : « mondialisation », « globalisation », « planétarisation ». Il peut être utile, pour notre propos, de les distinguer.

La « mondialisation », c'est le terme le plus général. Elle correspond à un changement d'échelle et de référence dans tous les domaines de la vie sociale, politique et culturelle. Je dirais que la « globalisation » et la « planétarisation » en sont deux modalités spécifiques et, par certains aspects, contradictoires. La « Globalisation » est essentiellement économique et technologique. Si nous

voulions la résumer en quelques mots, il nous faudrait parler du « marché », des « marchés financiers » et de « l'organisation mondiale du commerce », des « entreprises multinationales », du « cyberspace », de la télévision...

Le terme planétarisation s'emploie, ou devrait s'employer, dans des acceptions plus écologiques (le « réchauffement de la planète », la « couche d'ozone »...) et plus éthique : le sentiment planétaire, c'est celui d'un destin commun à l'humanité, mais aussi la conscience des enjeux de la « globalisation » et, par exemple, d'un partage du monde entre ceux qui deviennent de plus en plus riche et ceux qui deviennent de plus en plus pauvre. Une conscience de l'écart qui se creuse chaque jour davantage entre des univers différents.

A ce point, un paradoxe se fait jour : le monde « globalisé » c'est aussi le monde de la plus grande différence, c'est le monde où s'accélère la circulation, la communication et la consommation et nul point du globe n'échappe aux effets de cette triple accélération. Mais les uns et les autres ne circulent, ne communiquent ou ne consomment dans les mêmes proportions ou dans les mêmes conditions. Figure achevée du paradoxe, les différences s'effacent et des inégalités se creusent. Le monde est chaque jour plus uniforme et plus inégal.

Du point de vue qui nous intéresse ici, les conséquences de cet état de chose sont doubles : d'une part, à l'échelle du monde, l'extérieur, dont se nourrit l'intérieur, est en voie de disparition. Disons que, chaque jour, la distinction extérieur/intérieur perd de sa pertinence. En attendant que quelque civilisation issue d'une lointaine galaxie relance la dialectique intérieur/extérieur en nous proposant des formules inédites, il faut faire avec ce que l'on a, la planète, et, dès lors, trois tendances se dessinent qui constituent, à des titres divers, une menace, ou à tout le moins, une contrainte dont la vie culturelle conçue comme circulation entre les pôles extrêmes mentionnés plus haut. Trois tendances, trois formes de « globalisation » : la « globalisation impériale », la « globalisation éclatée » et la « globalisation médiatique ».

La « globalisation impériale » c'est celle que peuvent être tenté d'imaginer les Etats-Unis, la puissance dominante, ou au moins certains de ses représentants. Il n'y a d'ailleurs ni à s'en étonner, ni à s'en indigner. L'ambition impériale a toujours existé, mais, aujourd'hui, elle concerne la planète entière et se fait sentir dans tous les aspects de la vie sociale, économique et culturelle du fait de l'essor des technologies de communication. Le rétrécissement de la planète rend chaque jour plus crédible, et, aux yeux des plus puissants, plus séduisante l'idée d'un gouvernement mondial ou, à tout le moins d'une hégémonie, hégémonie Américaine en l'occurrence, dans tous les domaines. Les films de Science-fiction l'avouent ingénument lorsqu'ils font du débarquement des extraterrestres une affaire qui concerne à peu près exclusivement le Pentagone. Même si, conscient sans doute du côté choquant que pourrait avoir cette exclusivité aux yeux de divers publics du monde auprès desquels ces films font carrière, les plus récents d'entre eux accordent un petit rôle aux nations et aux héros périphériques.

Il y a quelque temps, le « Monde Diplomatique » rapportait sous la plume, d'ailleurs très critique, d'un professeur Américain à l'université de San Diego, la vision que se faisait de l'avenir monsieur David Rothkopf, directeur du cabinet de consultants de Henry Kissinger³. Voici ce

³ Herbert I. Schiller. - Vers un nouveau siècle d'impérialisme américain, Dominer l'ère électronique, Archives — Août 1998 du « Monde Diplomatique. <http://www.monde-diplomatique.fr/1998/08/SCHILLER/10788.html>

qu'il écrivait, à ce propos, dans le journal « foreign policy » : « il y va de l'intérêt économique et politique des Etats-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais, que s'il s'oriente vers des normes communes en matière de communication, de sécurité et de qualité, les normes soient Américaines, que si ces différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, le programmes soit Américain, et que, si s'élabore des valeurs communes, ce soient des valeurs dans lesquelles les Américains se reconnaissent ». Voilà un programme d'anthropologie culturelle appliqué dont nous sentons bien que, par plusieurs aspects, il est assez largement en voie de réalisation, quelque soient d'ailleurs les mauvaises ou bonnes intentions des uns et des autres : ce sont les rapports de force qui poussent dans ce sens. Et il explique que par contrecoup, se manifeste des réactions de défense économique, politique et culturelle. Les réactions culturelles, quant à elles, sont marquées par une certaine ambiguïté. Tout se passe d'ailleurs, en l'absence d'extériorité et d'altérité radicale, en cette fin de siècle où l'exploration de la planète humaine est achevée, les différentes cultures nationales se ressourçaient de l'intérieur en redécouvrant les traditions que les idéologies nationales du siècle précédent avaient gommées. On redécouvre les régions, les minorités, les terroirs. Pour intéressante qu'elle soit, cette réaction correspond nécessairement à un repli sur l'ethnie, sur le territoire et le « chez-soi » qui était à l'opposé des idéaux de mélange, de citoyenneté et d'individualité qui prolongeait l'idéologie des lumières.

Les anthropologues Américains du courant dit « Post-modern » ont développé, de ce point de vue, une théorie subtile que je rangerai pour ma part sous l'étiquette « globalisation éclatée ». Ils ont fait remarquer que le monde ne s'apparentait pas du tout, aujourd'hui, au « Village globale » cher à McLuhan⁴ mais que s'y déployait au contraire une multiplicité de revendications culturelles originales. Le monde serait ainsi devenu une sorte de patchwork dont chaque morceau serait occupé, illustré, colorié par une ethnie ou un groupe particulier. De fait, sur le continent Américain, pour ne parler que de lui, les revendications des populations amérindiennes, souvent dans un état de grande pauvreté, passent par l'affirmation de leur culture et de leur histoire propre, même, comme dans le cas du Chiapas ou d'autres régions, lorsqu'ils ont recours, épisodiquement ou de manière continue, à la violence armée. L'anthropologie postmoderne Américaine a raison d'attirer l'attention sur la diversité revendiquée du monde, mais ce serait sans doute une illusion de voir dans ces revendications multiples la source, l'expression et la promesse d'échanges à venir et, par là d'un renouveau prochain des cultures du monde. Il ne faut en effet ni sous-estimer le caractère stéréotypé des revendications particulières ni leur intégration dans le système de communication ou de consommation mondial. La rébellion Zapatiste du Chiapas est connue aujourd'hui de l'opinion publique mondiale parce que son animateur, le sous commandant Marcos, maîtrise l'utilisation des médias et du cyberspace. La « globalisation éclatée » correspond à un moment de l'histoire de la planète dominé par la globalisation économique et technologique. Hors celle-ci s'accommode fort bien des particularismes culturels pour autant qu'ils n'affectent

« ...Quant à David Rothkopf, directeur général du cabinet de consultants Kissinger Associates, il a été encore plus précis dans un ouvrage paru en 1997 : "Praise of Cultural Imperialism" (Louange de l'impérialisme culturel) : "Il y va de l'intérêt économique et politique des États-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ; que, s'il s'oriente vers des normes communes en matière de télécommunications, de sécurité et de qualité, ces normes soient américaines ; que, si ses différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, les programmes soient américains ; et que, si s'élaborent des valeurs communes, ce soient des valeurs dans lesquelles les Américains se reconnaissent." ...». Site internet SAT Amerikaro pour la promotion de l'esperanto

⁴ « De toutes parts nous parvient l'information à vitesse accélérée, à vitesse électronique. On dirait que nous faisons tous partie (...) d'un petit village mondial » (McLuhan).

Le sociologue canadien, Herbert Marshall McLuhan, s'intéresse aux techniques modernes de diffusion et à leur incidence sur la société. Figure médiatique des années 1960 et 1970, il acquiert une renommée internationale pour ses travaux sur la communication de masse. Son analyse des médias, révolutionnaire pour l'époque, fait de lui l'un des grands penseurs du XXe siècle.

pas le domaine de la consommation et les règles du marché. Elle peut même appeler au respect de ces différences. Ce vocabulaire fait partie du prêt-à-porter ou du prêt-à-penser politique que l'on rencontre un peu partout et qui oscille entre évidence, pléonasme et parfois mensonge.

S'il ne s'agit que de différences superficielles de cultures, au sens minimal du terme – des façons de danser, des régimes alimentaires – il va de soi qu'elles sont toutes aussi respectables les unes que les autres, même si le terme « respectable » n'est sans doute pas le plus pertinent pour qualifier une attitude qui peut aller de l'indifférence à l'intérêt sans connotation morale particulière.

S'il s'agit de différences plus profondes de cultures, au sens anthropologique du terme, le respect ne va pas de soi : l'esclavage, l'excision, l'inégalité juridique des sexes font partie des valeurs dominantes de certaines cultures et n'ont pas à être respectées en droit au non d'on ne sait quel relativisme culturel. Et quand ils le sont, dans l'optique du plus grand marché libéral, c'est cynisme et non tolérance. Il faut ici distinguer deux aspects : un aspect éthique, car on peut penser que les droits de l'homme, qui sont les droits de l'individu, l'emportent sur le droit des cultures – l'histoire des démocraties en Europe, dont on admettra volontiers qu'elle n'est pas achevée, s'apparente à une lutte entre les deux types de droit. Par parenthèse, tout ethnologue, qui a une expérience réelle des sociétés villageoises traditionnelles, sait bien que leur logique intrinsèque est incompatible avec tout désir d'affranchissement individuel.

Le deuxième aspect est beaucoup plus factuel : indépendamment des appréciations éthiques que nous pouvons formuler sur les différentes cultures qui tentent de réaffirmer leur présence dans le monde globalisé, il nous faut reconnaître que nous n'en prenons connaissance, généralement, qu'à travers les médiats qui nous en informe.

Le travail propre de la « globalisation médiatique », c'est de mettre en spectacle les différences et, à la limite, d'en faire des produits de consommation : de consommation touristique en premier lieu – le candomblé brésilien⁵, les campements Yanomani, les guerriers Masai figurent au menu des programmes touristiques Européens, de consommation télévisuelle, cinématographique, photographique bien évidemment. Finalement de consommation d'images, d'images plus ou moins stéréotypée qui nous entourent quotidiennement, que nous sommes invité à consommer passivement, et qui font partie, avec la politique, le sport, les variétés d'un monde médiatique qui rend chaque jour plus incertaines les distinctions entre réel et fiction. L'image à consommer de suite, comme certaines pâtisseries, égalise les événements (des milliers de morts en Afghanistan, nouvel échec du Paris Saint-germain...). Egalise les personnes, les vedettes de la politique, du sport, des variétés, de la télévision elle-même, mais aussi les poupées et marionnettes qui collent à la peau de leur model ou même les personnages de certaines séries télévisées qui nous paraissent plus réel que leurs acteurs. Elle rend problématique le statu de l'événement puisqu'à l'évidence certains événements sont conçu et mis en scène pour être vu à la télé. Elle développe, comme dans les supermarchés où nous faisons nos courses l'illusion du libre choix. La culture

⁵ Le candomblé est une des religions afro-brésiliennes pratiquées au Brésil mais également dans les pays voisins tels que l'Uruguay, le Paraguay, l'Argentine ou encore le Vénézuéla. Mélange subtil de catholicisme, de rites indigènes et de croyances africaines, cette religion consiste en un culte des "orixas" (prononcé "oricha"), les dieux du candomblé d'origine totémique et familiale, associés chacun d'entre eux à un élément naturel (eau, forêt, feu, éclair, etc.). Se basant sur la croyance de l'existence d'une âme propre à la nature, le candomblé a été introduit au Brésil par les multiples croyances africaines des esclaves issus de la Traite des Noirs entre 1549 et 1888.- Le Candomblé Wikipédia

comme produit de consommation est à ma disposition sur des sites auxquels Internet me donne accès comme elle l'est sur les chaînes de télévision.

Conclusion

Que conclure de tout cela : que les ressources de la technologie compliquent notre rapport à l'altérité alors que la reconnaissance de celle-ci est au cœur de l'activité culturelle. L'accoutumance à l'image isole l'individu et lui propose des simulacres d'autrui – plus je suis dans l'image, moins je suis investi dans l'activité de négociation avec autrui qui est, en retour, constitutif de mon identité. L'image, souvent, ne joue plus un rôle de médiation avec l'autre mais s'y substitue, s'identifie à lui. L'écran n'est pas un médiateur entre moi et ceux qu'il me présente. Il ne crée pas de réciprocité entre eux et moi. Je les vois mais ils ne me voient pas, même quand ils semblent me regarder. Cet aveuglement accompagne les grands déplacements, les grands mouvements de populations de sens inverse qui traversent aujourd'hui la planète. Leurs difficultés économiques précipitent les migrants vers un monde occidental qu'ils ont tendance à mythifier. Les touristes, l'œil rivé sur leur caméra, parcourent avec ravissement les pays dont partent les migrants. Il n'est pas sûr que, courant le monde, le photographiant et le filmant, ils ne découvrent pas essentiellement dans leur voyage, comme dans la fameuse auberge espagnole, ce qu'ils y avaient eux-mêmes apporté, des images. Et que, se faisant, ils oublient de se déplacer au plus près d'eux-mêmes, regarder ceux qui, venu de loin, vivent maintenant près d'eux et construisent peut-être, avec eux mais à leur insu, une nouvelle culture.

Ma conclusion, contrairement à ce qu'a peut-être laissé entendre mon propos, ne sera ni pessimiste, ni défensif : prendre conscience des graves inégalités qui pèsent sur le destin du monde à venir. Dénoncer les illusions d'une vie aliénée aux technologies de la communication, et s'inquiéter des conditions dans lesquelles la référence planétaire s'impose à toutes les sociétés et à toutes les cultures du monde. Ce n'est pas vouloir ignorer le caractère inéluctable de la mondialisation, encore moins refuser les chances que nous offre, dans de nombreux domaines, le développement des technologies. C'est encore moins défendre une vision passéiste de la culture. Le patrimoine et l'histoire sont un aspect important de toute culture, mais les cultures vivantes ne peuvent se conjuguer qu'au présent et au futur. Je le disais tout à l'heure, comme les langues, elles sont mortes ou vivantes mais ne peuvent vivre que par l'échange en s'ouvrant au futur. S'ouvrir au futur, aujourd'hui, c'est bien évidemment intégrer au patrimoine culturel, et à la culture de tout être humain, l'acquis des technologies de la communication ; et un minimum de connaissances scientifiques une connaissance générale de l'état des questions. Car c'est du côté de la science, dorénavant, qu'une porte reste ouverte sur l'aventure. La science, pas à pas, déplace les frontières de l'inconnu et nous conduit à reformuler sans cesse les questions que nous pouvons nous poser sur ce que sont la vie, la conscience, l'humanité, l'univers... Ce déplacement de la culture vers la science, une fois bien admis que les images ne sont que des images, et les moyens de communication et de calcul que des moyens, n'est d'ailleurs pas, à proprement parler, un déplacement. Dans notre propre tradition de la pensée Grecque, jusqu'aux plus grands penseurs contemporains, le domaine scientifique fait partie du domaine philosophique et, au sens le plus large, culturel. Quant aux cultures traditionnelles des sociétés qu'a étudié l'ethnologie, elles ont aussi tenté de mettre en forme les questions que leur inspirait l'observation de la vie, des êtres humains de la maladie, de la mort, de la reproduction, des régularités et des accidents de la nature. Elles ont souvent anticipés par l'imagination, les nouveautés dont le progrès des techniques nous

fait aujourd'hui témoins, ou nous permet d'envisager la possibilité prochaine – les greffes, le clonage, la communication à distance.

La culture de demain sera donc dans le droit file de celles d'hier ou d'avant-hier, mais elle reposera sur une base scientifique plus large et plus sûre. Cela dit, la réflexion sur la culture ou les cultures de demain devra tenir compte de deux obstacles majeurs : le fossé, l'abîme qui s'élargit chaque jour entre les plus riches et les plus pauvres, entre ceux qui auront accès à la culture et ceux qui ne l'auront pas. Le second obstacle pourrait, à sa manière, contribuer au développement du premier. C'est l'invasion des images et le risque qu'elles comportent d nous faire prendre des vessies pour des lanternes, des simulacres pour des réalités. Le déplacement à effectuer serait alors plutôt un renversement. Pour Marx, il y avait derrière le rapport avec les choses, des rapports entre les hommes. Cela est encore plus vrai du rapport avec les images.

La réflexion sur la culture débouche ainsi sur ce qu'il faut bien appeler une utopie. La culture, en droit, sera demain, après demain, plus tard peut être, la culture de tous et de chacun. La distinction entre culture individuelle et culture anthropologique s'effacera du jour ou n'importe quel individu, comme beaucoup d'intellectuels ou d'artiste aujourd'hui, pourra considérer qu'il porte en lui son propre patrimoine culturel mais qu'il peut le mesurer et l'enrichir au contact d'individus n'importe où dans le monde. Je crois donc que l'avenir de la culture dépend davantage de l'immense effort d'éducation qui reste à accomplir que des réaffirmations culturelles locales qui n'en seront, dans la meilleure des hypothèses, qu'un aspect ou un élément. L'individu d'un côté, la planète de l'autre, et de l'un à l'autre une multiplicité de relations qui ne sauraient se réduire à l'échange d'information permis, ou suscité, par les technologies de la communication. A l'échelle du globe, la diversité nécessaire au dynamisme culturel se confondra avec celle des milliards d'individus qui chacun pour leur part sont et seront encore davantage à l'avenir, ou disons par réalisme, devrait être dès aujourd'hui et plus encore demain, chacun pour leur part, un monde et une culture.

C'est dire que l'utopie contemporaine, à la différence des autres, a trouvé son lieu : ni une île déserte, ni le ciel étoilé, mais la planète elle-même, ou encore l'imagination de n'importe qui, n'importe où dans le monde pour autant qu'elle arrivera à concevoir que l'utopie planétaire est l'avenir de l'homme.

EN ANNEXE Archives du Monde Diplomatique — Août 1998 — Herbert I. Schiller. *Vers un nouveau siècle d'impérialisme américain* _ Commerce international, Informatique, Mondialisation, Technologies de la communication, États-Unis (affaires intérieures)

Dominer l'ère électronique

VERS UN NOUVEAU SIECLE D'IMPERIALISME AMERICAIN

A quoi ressemblera le prochain siècle ? Comment les deux cents Etats de la planète se répartiront-ils les rôles ? Sans doute certains exerceront une plus grande influence que d'autres. Mais un pays - les Etats-Unis - doté de la puissance économique, militaire et culturelle met tout en œuvre pour conserver son indéniable primauté. En particulier, il entend bien fixer unilatéralement, et à son seul profit, les règles du jeu de l'« ère électronique » afin de s'assurer, pour le prochain siècle, la maîtrise des réseaux planétaires. Dans cette perspective, Internet pourrait avant tout servir à l'expansion du commerce américain. Mais il n'est pas d'hégémonie éternelle. Et, déjà, l'Europe et certains Etats du Sud commencent, même timidement, à se rebiffer...

Par Herbert I. Schiller Comment optimiser la condition d'hyperpuissance dont jouissent les Etats-Unis ? Dans les milieux dirigeants de Washington, bien rares sont ceux qui contestent le bien-fondé d'une « politique impériale », quel que soit l'euphémisme utilisé pour la formuler. Le débat porte seulement sur le meilleur moyen de la mener. Un des stratèges « modérés » pose ainsi le problème : « L'objectif de la politique étrangère américaine est d'œuvrer, avec d'autres acteurs partageant les mêmes idées, à »améliorer« le fonctionnement du marché et à renforcer le respect de ses règles fondamentales. Si possible de bon gré, mais, si nécessaire, par la contrainte. En dernière instance, la régulation du commerce international est une doctrine impériale dans le sens où elle cherche à promouvoir un ensemble de normes auxquelles nous adhérons. Ce qu'il ne faut pas confondre avec l'impérialisme, qui n'est qu'une politique étrangère d'exploitation (1) » Dans cette optique, l'impérialisme est donc défini comme une pratique exclusivement européenne...

D'autres voix ne se privent pas d'utiliser une terminologie plus vigoureuse pour prescrire le rôle de l'Amérique dans le monde. Ainsi M. Irving Kristol, théoricien de longue date d'un conservatisme agressif, balaie la notion de contraintes et considère comme allant de soi « l'émergence d'un empire américain ». Une approche plus musclée, mais qui évite cependant d'employer le terme « impérialisme ».

« Un prochain jour, écrit M. Kristol, le peuple américain va prendre conscience du fait [qu'il est devenu] une nation impériale. » Il s'empresse cependant de rassurer ses lecteurs : « C'est arrivé, dit-il, parce que le monde voulait que cela arrive. » Explicitant cette étrange théorie, il observe qu' « une grande puissance peut insensiblement être amenée à assumer des responsabilités sans s'y être explicitement engagée (2) ».

M. Kristol imagine l'Europe se félicitant de sa dépendance envers les Etats-Unis, et renonçant à toute politique étrangère autonome : « Les nations européennes sont des nations dépendantes, bien qu'elles jouissent d'une très large autonomie locale. » Une situation comparable, en quelque sorte, à celle de l'Autorité palestinienne en Cisjordanie. Quant à l'Amérique latine, région traditionnellement réfractaire aux interventions américaines, M. Kristol affirme qu' « elle commence à reconnaître la légitimité du leadership des Etats-Unis et à [accepter] une

américanisation progressive de sa culture populaire et de son mode de vie ». M. Irving Kristol se dit lui-même stupéfié par ce phénomène, qu'il distingue de l'impérialisme européen d'autrefois, caractérisé par une coercition ouverte et brutale. « Nos missionnaires, écrit-il, vivent à Hollywood. » Il conclut cependant sur une note plus sombre : « C'est un empire absolu, avec un minimum de substance morale. Même si pour l'instant le reste du monde le réclame et en a besoin, on peut se demander s'il ne va pas rapidement s'en lasser (3). » M. Irving Kristol fait partie de ces théoriciens pour lesquels l'actuelle domination américaine sur la planète ne fait aucunement problème : les rivaux des Etats-Unis peuvent être mis à la raison d'une manière ou d'une autre.

Néanmoins, l'opinion dominante au sein du monde politique américain est que l'hégémonie totale sur le monde n'est pas garantie. Réaliser cet objectif par des actions unilatérales restera dangereux et coûteux. Pour que le XXI^e siècle soit américain, il faudra s'assurer l'appui, même provisoire, de partenaires. M. Richard Haass, directeur des études de politique étrangère de la Brookings Institution et ancien conseiller spécial du président George Bush, est un représentant de ce courant de pensée majoritaire. Il voit dans la guerre du Golfe le modèle à suivre à l'avenir. Dans son livre *The Reluctant Sheriff* (Le Shérif malgré lui), M. Haass suggère que les Etats-Unis deviennent le shérif planétaire.

Dans son scénario, le shérif, contrairement au policier, n'est occupé qu'à temps partiel. Il se met au travail seulement quand il est nécessaire d'organiser un raid contre des puissances récalcitrantes - des « Etats-parias » dans son jargon -, autrement dit des zones ou des groupes qui n'acceptent pas l'ordre imposé par Washington. Le shérif réunit alors un détachement d' « Etats volontaires » pour l'aider à rétablir cet ordre. Dans cette conception qui bénéficie d'un large consensus aux Etats-Unis - la Brookings Institution est considérée comme une boîte à idées « centriste » -, la politique étrangère se réduit à la mobilisation de milices. Comme dans les westerns.

Il est loisible de s'interroger sur les chances de succès d'une telle politique dans un monde où trois milliards de personnes vivent au-dessous du seuil de pauvreté et où, comme des melons dans un champ, des têtes nucléaires sont disséminées dans une bonne douzaine de régions. De telles conceptions stratégiques se fondent sur une lecture sommaire de l'issue de la guerre froide : « Nous avons gagné, et l'autre camp n'a pas seulement perdu, mais disparu (4). » Forts de cette interprétation, les nouveaux géopoliticiens s'adonnent à des rêves éveillés impériaux.

Portant davantage à conséquence sont les projets, pour partie déjà couchés sur le papier, qui posent l'architecture matérielle de l'économie mondiale des prochaines années. Dans ce domaine s'est constituée une coalition, à la fois informelle et opérationnelle, où convergent des intérêts gouvernementaux, militaires et commerciaux embrassant les industries de l'information, des médias et de l'informatique. La perception du monde qu'ont ces acteurs est résolument électronique. Tout autant que chez les géostratèges, son champ de vision est une planète sous emprise américaine. Le moyen d'atteindre cet objectif, fait valoir cette coalition avec insistance, est le complexe information-médias, parce qu'il confère le pouvoir culturel et le pouvoir tout court. On trouve des représentants de cette thèse aux plus hauts échelons du pouvoir.

En 1996, par exemple, M. Joseph S. Nye et M. William A. Owens, respectivement ancien secrétaire adjoint à la défense et ancien vice-président du comité conjoint des chefs d'état-major,

s'exprimèrent sur « l'avantage décisif de l'Amérique en matière d'information ». Selon eux, « le pays à l'avant-garde de la révolution de l'information sera plus puissant qu'aucun autre. (...) Dans l'avenir prévisible, ce pays se trouve être les Etats-Unis (5) ». Reprenant la position des mobilisateurs de milices qui ont besoin de supplétifs, comme lors de la guerre du Golfe, les auteurs ajoutent : « La suprématie nucléaire était la condition sine qua non pour diriger les coalitions d'antan. A l'ère de l'information, c'est la suprématie en matière d'information qui jouera ce rôle. » D'où leur optimisme : « En vérité, c'est au XXI^e siècle, et non au XX^e, que les Etats-Unis seront au faîte de leur prééminence. L'information est la nouvelle monnaie du royaume international, et les Etats-Unis sont mieux placés que tout autre pays pour valoriser leur potentiel de ressources matérielles et logicielles par le biais de l'information. »

Ce n'est pas là une opinion isolée. Autre ancien responsable de l'administration Clinton, M. David Rothkopf, actuellement directeur général de Kissinger Associates, le cabinet de consultants du « cher Henry », n'est pas moins enthousiaste dans ses prévisions d'un « siècle américain » reposant sur la culture et l'information. Son essai « In Praise of Cultural Imperialism ? » (« Eloge de l'impérialisme culturel ? »), publié dans la revue *Foreign Policy*, non seulement utilise le mot tabou d'impérialisme, mais l'applique avec gourmandise à la situation américaine : « Pour les Etats-Unis, l'objectif central d'une politique étrangère de l'ère de l'information doit être de gagner la bataille des flux de l'information mondiale, en dominant les ondes, tout comme la Grande-Bretagne régnait autrefois sur les mers (6). »

M. David Rothkopf, de même que MM. Nye et Owens, est confiant en l'avenir : « Inévitablement, les Etats-Unis [sont] la »nation indispensable« pour la conduite des affaires mondiales et le principal fournisseur de produits de l'information dans ces premières années de l'ère de l'information. » Il observe donc les tendances actuelles avec satisfaction : « Il y va de l'intérêt économique et politique des Etats-Unis de veiller à ce que, si le monde adopte une langue commune, ce soit l'anglais ; que, s'il s'oriente vers des normes communes en matière de télécommunications, de sécurité et de qualité, ces normes soient américaines ; que, si ses différentes parties sont reliées par la télévision, la radio et la musique, les programmes soient américains ; et que, si s'élaborent des valeurs communes, ce soient des valeurs dans lesquelles les Américains se reconnaissent. » Après avoir dessiné ce grand projet, notre auteur conclut en expliquant benoîtement pourquoi chacun en ressentira les bienfaits : « Les Américains ne doivent pas nier le fait que, de toutes les nations dans l'histoire du monde, c'est la leur qui est la plus juste, la plus tolérante, la plus désireuse de se remettre en question et de s'améliorer en permanence, et le meilleur modèle pour l'avenir. »

Si fantasmagorique et arrogante que cette interprétation puisse paraître, elle colore les décisions politiques de Washington en matière d'information. Dès le début de son premier mandat, le président Clinton a noué d'étroites relations - ne serait-ce que pour la collecte de fonds électoraux - avec les industriels de la Silicon Valley. Le vice-président, M. Albert Gore, est présenté comme un fou de l'ordinateur. Dans la perspective de sa candidature à l'élection présidentielle de l'an 2000, il s'est entouré d'un groupe de patrons de l'électronique, surnommé « Gore Tech ». « Une fois par mois, nous dit-on, le vice-président rencontre officieusement un groupe choisi d'entrepreneurs de la Silicon Valley. (...) Les thèmes de discussion varient d'un mois à l'autre, mais l'ordre du jour dominant reste le même : évaluer les implications de la »nouvelle économie« américaine et imaginer des solutions concrètes aux problèmes, petits et grands, de l'action

publique. » Un des participants à ces rencontres le reconnaît : « Notre vanité nous conduit à penser que ce qui est bon pour nos entreprises est bon pour l'ensemble du pays (7) . »

Privatisation des ondes

Voilà qui nous ramène au bon vieux temps de « Moteur Charlie », le fameux « Engine Charlie » Wilson, patron de la firme General Motors pendant la seconde guerre mondiale, qui assimilait allègrement le bien-être de son pays aux bénéfices de son entreprise. En cette fin des années 90, on ne saurait mieux formuler et décrire la politique des Etats-Unis. C'est le gouvernement qui a ouvert la marche vers l'ère de l'électronique. Dans son discours et dans ses actions, il a fait valoir que l'informatisation complète de l'économie était indispensable à la croissance nationale et à l'hégémonie mondiale. On comprendra que les industriels de la communication n'aient pas eu à se forcer pour tomber d'accord.

Au cours des dernières années, le projet d'un pays câblé et d'un monde mis en réseau est devenu réalité. Annoncée sous l'autorité du président en septembre 1993, l'Infrastructure nationale d'information (National Information Infrastructure, NII) fut présentée comme la réponse électronique absolue à tous les maux dont souffrait le pays, et en même temps comme le moyen d'assurer l'amélioration et l'enrichissement de la race humaine (8). Ses avantages furent énumérés avec un enthousiasme sans réserve : la communication vingt-quatre heures sur vingt-quatre pour toute la famille ; une éducation assurée en ligne par les meilleurs professeurs du pays ; la disponibilité des ressources artistiques, littéraires et scientifiques mondiales ; des services de santé en ligne pour tous et sans liste d'attente ; le télétravail ; le dernier divertissement à la mode dans le salon de chaque Américain ; un accès facile aux responsables administratifs, et toutes sortes d'informations via Internet.

Ces avantages, pour la plupart ambigus, étaient cependant subordonnés à une condition dirimante qui, après coup, ne pouvait que les annuler, et qu'explicitait la déclaration fondant l'Infrastructure : « Le secteur privé pilotera le déploiement de la NII. (...) C'est aux entreprises privées qu'incomberont sa création et son fonctionnement (9). » Le développement et la diffusion de cette remarquable technologie de l'information, initialement créée avec l'argent de l'Etat et fonctionnant comme un service public, furent ainsi confiés à un petit groupe de puissantes corporations de la communication : constructeurs informatiques, concepteurs de logiciels, opérateurs de télécommunications et producteurs de médias.

Les grands industriels ont répondu à ces occasions nouvelles et potentiellement rémunératrices par une orgie de fusions et de mouvements de concentration, accumulant capital et ressources dans des firmes géantes (10). Le gouvernement s'est empressé de vendre aux enchères le spectre des fréquences radio aux mastodontes des télécommunications, en prévision du développement des nouveaux services qu'ils jugeront rentables. Encore une fois, et sans autre forme de débat, le bien public que représentent les ondes hertziennes a été soustrait à toute forme de responsabilité sociale et bradé à des intérêts commerciaux fondamentalement incompatibles avec les besoins de la communauté.

Après avoir ainsi garanti des conditions matérielles favorables au secteur privé, le gouvernement a facilité la constitution de groupes géants encouragés à exploiter les réseaux numérisés en cours de création. La dernière en date de ses interventions en leur faveur a trait à la question cruciale des marchés, et prioritairement des marchés étrangers. Personnellement présenté et entériné par

M. William Clinton, le 1er juillet 1997, le rapport de M. Ira Magaziner, « The Framework for Global Electronic Commerce » (« Un cadre général pour le commerce électronique global »), préconise le développement sans entraves du commerce électronique, tant aux Etats-Unis que dans le reste du monde.

Ce document prend acte de l'utilisation déjà considérable de la NII, ainsi que de la Global Information Infrastructure (GII) (Infrastructure mondiale de l'information). Il souligne que « le commerce mondial des logiciels informatiques, des produits de divertissement (films, vidéos, jeux, enregistrements de sons), des services d'information (bases de données, journaux en ligne), de l'information technique, des licences de produits, des services financiers et des services professionnels (activités de conseil technique et commercial, comptabilité, conception architecturale, conseils juridiques, agences de voyages, etc.) s'est développé massivement ces dix dernières années. Il représente actuellement, à lui seul, plus de 40 milliards de dollars d'exportations américaines », et note qu' « une partie croissante importante de ces transactions s'effectue en ligne (11) ».

Ce commerce va prendre rapidement de l'ampleur dans les années à venir. L'Union internationale des télécommunications, par exemple, annonce que « l'utilisation d'Internet double chaque année depuis dix ans [et que], autour de l'an 2000, quelque 110 millions d'ordinateurs seront probablement connectés à Internet, ce qui signifiera une base d'environ 300 millions d'utilisateurs (12) ».

Le plaidoyer du rapport Magaziner pour un libre flux du commerce électronique irait de soi - et serait même le bienvenu - si les participants étaient très nombreux et de force plus ou moins égale dans l'arène nationale et internationale. La réalité est tout autre. L'économie naissante de l'électronique, sur un aspect crucial, ressemble à la situation des lendemains de la seconde guerre mondiale. A l'époque, en exigeant et en imposant une « libre circulation de l'information », les Etats-Unis permirent à leurs conglomérats géants des médias et de la culture de saturer la planète de leurs produits et services.

Cette doctrine a prévalu pendant le demi-siècle écoulé, activement encouragée et soutenue : aide à l'étranger, subventions, pressions économiques et politiques sur les éventuels réfractaires. D'où la domination sans partage des produits informationnels et culturels made in America, ainsi que de la langue anglaise, sur les écrans de télévision et de cinéma, la production musicale, les lieux de divertissement et la communication des milieux d'affaires (13).

Mais le soubassement technologique de l'Etat industriel américain s'est modifié de fond en comble en cinquante ans. L'informatisation et la numérisation de l'économie ont progressé à un rythme accéléré. Des secteurs d'activité qui n'existaient pas ont grandi spectaculairement, donnant naissance à quelques-unes des plus puissantes entreprises du monde comme Intel ou Microsoft. La production et la vente de l'information sont aux mains d'entreprises de premier plan. De même, les sociétés de télécommunications qui acheminent les flux d'information (données, messages et images) opèrent à l'échelle de la planète, et de plus en plus souvent en partenariat ou en alliance avec des opérateurs étrangers.

Ces développements et quelques autres constituent le cœur de ce qu'il est convenu d'appeler la « mondialisation ». En réalité, ce terme est trompeur puisqu'il donne, à tort, l'impression que tout a

été mondialisé. Les principaux acteurs de la mondialisation sont les grandes firmes - de l'automobile, du pétrole, de la banque, des biens de consommation, de la communication, des médias, des services électroniques -, et leur mode de fonctionnement est de plus en plus transnational. C'est pour leur compte et dans leur intérêt que se prennent aujourd'hui les décisions politiques aux Etats-Unis, au Japon et en Europe. Il existe une certaine coordination entre ces groupes afin de garantir un minimum de stabilité et de sécurité aux opérations planétaires de ce système transnational pris dans son ensemble et, dans chaque pays, aux « champions nationaux ». Car, en dernière instance, si chaque firme transnationale se bat pour ses propres intérêts, l'Etat dans lequel est situé son siège social ou, tout du moins, sont domiciliés ses principaux actionnaires ne lui ménage pas son appui. Les moyens qu'une nation - ou un bloc régional comme l'Union européenne - met en œuvre pour soutenir ses champions sont fonction des différentes dimensions de sa puissance : économique, militaire et culturelle. De ce point de vue, les Etats-Unis font cavalier seul.

Au nom de la liberté

C'est dans ce contexte qu'a été élaboré le Cadre général pour le commerce électronique global. Il vise à fixer unilatéralement les règles du jeu de l'ère numérique, à partir des seuls intérêts des Etats-Unis. Ces règles renforceront les avantages, déjà considérables, que possèdent les industries américaines de la communication. Une fois de plus, c'est en invoquant la « liberté » à chaque paragraphe du rapport Magaziner que cette ambition est présentée. Manifestement, il s'agit d'exclure par avance toute mesure que pourrait prendre un Etat souverain pour protéger son indépendance et sa viabilité économiques, ou pour remettre en question les modes d'organisation fixés par les maîtres du système : normes, licences d'exploitation, réglementations tarifaires, etc.

Pas question, par exemple, de choisir entre propriété publique et propriété privée : « Les gouvernements devront favoriser l'autorégulation du secteur chaque fois que cela sera nécessaire, et soutenir les efforts des organisations du secteur privé visant à mettre au point les dispositifs qui garantiront le bon fonctionnement d'Internet. » Il s'ensuit que le nouveau commerce électronique doit s'affranchir du cadre réglementaire mis en place au cours des soixante dernières années pour les télécommunications, la radio et la télévision. Pendant toute cette période, les politiques auxquelles devaient se soumettre les opérateurs manifestaient officiellement leur intérêt pour la protection de l'intérêt public. Les besoins sociaux, même lorsqu'ils n'étaient pas pris en compte, étaient au moins reconnus. A la fin des années 90, le capital mondial rejette catégoriquement la moindre limitation de ses prérogatives.

Bien que publié par Washington comme plate-forme politique nationale, le Cadre général se fixe essentiellement un objectif international : il entend régir le « commerce électronique global » là où l'environnement politico-économique n'est pas totalement soumis à la volonté de la Maison Blanche. Par exemple, il invoque le premier amendement de la Constitution américaine comme fondement de la libre circulation de l'information, et il cherche à l'ériger en principe universel garantissant la protection des messages et des images produits par les entreprises géantes. En fait, le premier amendement protège la liberté d'expression de l'individu, et non pas celle des firmes.

Lorsqu'on autorise cette confusion, comme c'est le cas aux Etats-Unis aujourd'hui, on interdit toute mesure de protection des citoyens contre un discours exprimant les seuls intérêts des grandes firmes, et financé par elles. Cela est encore plus flagrant dans la sphère internationale, où les nations, dans la mesure où elles acceptent la définition que donnent les entreprises de la

liberté de circulation de l'information, se dépossèdent de leur souveraineté culturelle et souvent politique.

En fait, ce qui préoccupe Washington et les grands patrons des industries high-tech de la communication, ce sont les décisions que pourraient prendre des Etats pour défendre leur autonomie. Leurs bêtes noires sont les taxes et les droits de douane sur Internet, les menaces contre le copyright des films, sons et logiciels diffusés via la GII, les mesures de protection des bases de données et des brevets, c'est-à-dire toutes les formes de propriété de l'ère de l'information. Le rapport Magaziner met donc les points sur les « i » en affirmant que « les dispositions légales encadrant les transactions commerciales sur Internet doivent obéir à des principes uniformes par-delà les Etats, les frontières nationales et internationales, afin de parvenir à des résultats prévisibles, indépendamment de la juridiction à laquelle est soumis un acheteur ou un vendeur éventuel ».

Cette proposition, apparemment animée par un souci d'équité, ignore les disparités et les inégalités entre les Etats, les régions et les peuples. Elle fait prévaloir les intérêts des puissants conglomérats, détenteurs de la propriété intellectuelle, sur ceux des partenaires plus faibles. A cet égard, le Cadre général pour le commerce électronique global constitue le prolongement, à l'ère du numérique, de la doctrine de l'après- seconde guerre mondiale sur la libre circulation de l'information : « Le gouvernement américain encourage la plus grande liberté possible de circulation de l'information par- delà les frontières. Cela inclut la majeure partie du matériel informationnel déjà accessible et transmissible sur Internet, y compris à travers les pages de la Toile, les services d'information, les centres commerciaux virtuels et les produits de divertissement, notamment de vidéo et de radio, ainsi que les arts. Ce principe est valable aussi bien pour l'information créée par les entreprises commerciales que pour celle émanant des écoles, des bibliothèques, des gouvernements et d'autres entités à but non lucratif. »

Le Cadre général n'est cependant, pour l'instant, qu'un catalogue d'intentions. Il ne faut pas prendre à la lettre ses charges contre toute forme de réglementation, du moins en ce qui concerne l'économie américaine. Mais cette contradiction peut aisément s'expliquer, car le rapport Magaziner n'est pas principalement à usage interne. Bien que le gouvernement y sacrifie à la rhétorique classique de l'antiréglementation, cela fait un demi-siècle que ses pratiques dans le secteur de l'information ne cessent de démentir ses exhortations en faveur de la liberté du marché.

Sur le plan international, c'est évidemment une autre histoire. Le professeur Eli Noam, de l'université Columbia, relève justement qu' « une lecture attentive du rapport Magaziner ne révèle pas de volonté du gouvernement fédéral d'assouplir la réglementation économique des domaines qui lui tiennent à cœur. La fermeté de son langage vise surtout les actions que d'autres Etats pourraient entreprendre pour imposer ce type de réglementation sur Internet (14) ». Le procédé habituel pour exiger d'autrui ce que l'on ne s'applique pas à soi-même... Mais le succès de cette démarche ne dépend pas uniquement de la volonté des Etats-Unis et de leur suprématie actuelle dans le domaine de l'électronique. Leur hégémonie dans le cyberspace n'est pas acquise une fois pour toutes. Et d'autres volontés nationales peuvent conduire à des résultats différents.

Tout en adhérant à la philosophie libre-échangiste affichée par les Etats-Unis, l'Union européenne (UE) a pris quelque distance avec eux en matière de commerce électronique. Dans un premier temps, elle avait accueilli à bras ouverts M. Ira Magaziner à une conférence tenue à Bonn

le 8 juillet 1997, soit seulement une semaine après la publication de son rapport, et avait signé une déclaration reconnaissant le « rôle-clé » du secteur privé en matière de commerce électronique. Le secteur public, lui, avait seulement été gratifié d'un « rôle actif ». En un an, les choses ont évolué, et les Quinze, au lieu de travailler exclusivement sur les bases du Cadre général, commencent à élaborer leurs propres positions. Ainsi, dans une communication rendue publique le 4 février dernier, la Commission européenne a proposé la négociation d'une charte internationale qui fixerait des règles communes pour tous, notamment pour la protection des données personnelles, les droits d'auteur, le cryptage et la fiscalité.

Intervenir partout sur la planète

Le dossier le plus sensible est celui de la protection de la vie privée, où les différences sont considérables entre les deux rives de l'Atlantique. En France existe depuis 1978 la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL) ; et, en 1995, a été adoptée une directive européenne particulièrement rigoureuse qui doit être transposée dans toutes les législations nationales avant octobre 1998. La directive stipule que les données personnelles ne pourront être transférées vers des pays qui n'auraient pas adopté des systèmes de protection « adéquats ». Ce qui est précisément le cas des Etats-Unis... M. Clinton, conscient de l'enjeu, a demandé aux entreprises américaines de mettre elles-mêmes en place de tels systèmes. En mai dernier, il a réussi à obtenir du Japon qu'il délègue, lui aussi, cette responsabilité au secteur privé (15).

Autre point de friction entre les Etats-Unis et l'UE : le « nommage », c'est-à-dire les règles d'attribution d'adresses pour les sites Internet, que Washington, dans un Livre blanc publié en février 1998, entendait maintenir comme une prérogative exclusivement américaine. Et ce malgré les vœux de l'Internet Society et de l'Internet Assigned Number Authority (IANA), qui souhaitaient que cette responsabilité soit confiée à une organisation internationale. Devant les résistances à son projet, l'administration américaine a fait machine en arrière, et l'on s'oriente vers une solution se situant vraisemblablement dans la mouvance de l'Organisation mondiale de la propriété industrielle (OMPI).

Un des moyens qu'utilise l'UE pour ne pas subir frontalement les assauts de Washington (16) est de déplacer les problèmes vers l'Organisation mondiale du commerce (OMC), où plusieurs Etats, notamment l'Inde et le Pakistan, sont soucieux de préserver leurs intérêts nationaux spécifiques face aux offensives libre-échangistes, et où les décisions sont censées se prendre par consensus entre les 132 membres. Il a été convenu en mai dernier (17) qu'une étude sur toutes les questions relatives au commerce électronique serait préparée par l'Organisation pour être soumise à sa prochaine conférence ministérielle, prévue à la fin 1999.

A court terme, le pouvoir économique du capital transnational et la réceptivité des populations à l'environnement commercial multimédia, sur lequel est fondée l'économie américaine, ne peuvent qu'encourager le rêve éveillé de Washington de dominer le monde pour un nouveau siècle grâce à la maîtrise de l'électronique.

Tout comme sa puissance militaire, renforcée par les technologies avancées de la communication, lui permet de se déployer, de surveiller et d'intervenir partout sur la planète. « Qu'on ne s'y trompe pas, a pu déclarer le chef du commandement atlantique des Etats-Unis, il n'existe aucun pays à la surface de la Terre que nous ne puissions atteindre (18). » A plus long terme, cependant, les déséquilibres insensés que ce système de pouvoir economico-militaire - non responsable

devant qui que ce soit - impose aux peuples et à leurs ressources pourraient bien produire des convulsions en chaîne. Et faire s'effondrer tout l'édifice.

Herbert I. Schiller

Professeur émérite de communication à l'université de Californie à San Diego (Etats-Unis).

(1) Richard N. Haass, *The Reluctant Sheriff*, Council on Foreign Relations, New York, 1997.

(2) Irving Kristol, « The Emerging American Imperium », *The Wall Street Journal*, New York, 18 août 1997.

(3) Ironiquement, une étude des médias globaux, écrite dans une perspective tout à fait différente, est intitulée : « The Global Missionaries of Corporate Capitalism », Edward Herman et Robert McChesney, *The Global Media*, Cassell, Londres, 1997.

(4) Richard N. Haass, *op. cit.*

(5) Joseph S. Nye Jr. et William A. Owens, « America's Information Edge », *Foreign Affairs*, New York, mars-avril 1996.

(6) David Rothkopf, « In Praise of Cultural Imperialism ? », *Foreign Policy*, n° 107, Washington, été 1997.

(7) Elizabeth Shogren, « Gore Finds Brain Trust in Silicon Valley Group », *Los Angeles Times*, 25 août 1997.

(8) National Information Infrastructure (NII) : Agenda for Action, 15 septembre 1993, Washington DC.

(9) *Ibid.*

(10) Lire Ignacio Ramonet, « Apocalypse médias », *Le Monde diplomatique*, avril 1997.

(11) On pourra consulter ce rapport sur Internet à l'adresse <http://www.whitehouse.gov/wh/new/commerce/>

(12) « A Global View of Internet's Rise », *The New York Times*, 8 septembre 1997. Lire également Bernard Cassen, « Adieu au rêve libertaire d'Internet ? », *Le Monde diplomatique*, août 1997.

(13) *New York Times Magazine*, 7 juin 1997 ; lire aussi Armand Mattelart, « Les nouveaux scénarios de la communication mondiale », *Le Monde diplomatique*, août 1995.

(14) Eli Noam, « Why the Internet Will Be Regulated », *Educom Review*, volume n° 32, n° 5, septembre-octobre 1997.

(15) S & T Presse, revue de presse de la mission scientifique et technologique de l'ambassade de France aux Etats-Unis, n° 469, 15 mai 1998.

(16) Lire la remarquable enquête réalisée par Annie Kahn, « Internet, le bras de fer Europe-Etats-Unis », « Le Monde Télévision-Radio-Multimédia », 24-25 mai 1998.

(17) Lire « Pact on Electronic Commerce », Financial Times, 20 mai 1998.

(18) Hugh Pope, « US Plays High-Stakes War Games in Kazakstan », The Wall Street Journal, 16 septembre 1997.